



Jacques Hardoin ouvre la chasse aux canards... et à tous les emplois

Les mesures d'économie annoncées ce mardi 26 novembre en CE par le directeur général concernant au premier chef la rédaction. Il s'agit de l'arrêt du magazine Nordway (dernier numéro en décembre) et du cahier régional de Version Femina (date à préciser). Dans le document transmis aux représentants des salariés au comité d'entreprise, figurait la réaffectation de plusieurs salariés attachés à ces deux produits. En revanche, oubli (?), volonté délibérée de les écarter ? Les nombreux pigistes travaillant pour les deux titres n'étaient pas mentionnés. Les organisations syndicales sont montées au créneau pour interpellier le rédacteur en chef, présent à la réunion, afin que le droit soit appliqué. A savoir, leur affecter un montant de piges équivalent ou procéder à un licenciement en bonne et due forme. Ces pigistes seront reçus par Jean-Michel Bretonnier. Nous veillerons à faire appliquer stricto sensu le droit. Nous n'oublions pas non plus les titulaires et serons attentifs à ce que leur affectation future soit humainement acceptable.

En avril 2012, le SNJ et le SNJ-CGT ont signé un accord sur la réorganisation de la rédaction, qui entérinait le passage au bimédia, en fixant un périmètre de la rédaction de 365 CDI. Sans le dénoncer, alors même qu'elle le bafoue depuis janvier 2013 (recours au CDD de longue durée), la direction va plus loin dans le non respect de sa signature. En effet, comme dans les autres collèges, elle ne remplacera plus les partants dans la rédaction. Comble du cynisme, aux CDD en ce moment en poste à La Voix du Nord, Jacques Hardoin leur conseille de postuler à L'Union de Reims ! Alors que le titre champenois a déjà des CDD qui ont été reconduits et qui attendent, au mieux, un CDI début 2014...

Les organisations syndicales SNJ, SNJ-CGT et Filpac-CGT ne resteront pas sans réaction face à ce non respect flagrant de l'accord. Une décision à court terme, qui entraîne tous les salariés sur une voie périlleuse en matière de développement de nos contenus et de nos ventes. Une seule éclaircie : la demande faite, par les trois mêmes syndicats, d'un retour aux garanties maladies dénoncées par la direction, pour compenser l'absence d'augmentation salariale en 2013, a été acceptée.

Nous nous rapprocherons de vous pour décider des conduites à tenir face à ce qui constitue une menace sur l'emploi et l'avenir de nos titres.